

Source : <http://www.marxists.org/archive/luxemburg/1896/10/10.htm>

Article publié pour la première fois les 8, 9 et 10 octobre 1896 dans le *Sächsische Arbeiter-Zeitung*, organe de presse des Sociaux-démocrates allemands à Dresde.

Cité in: « The Balkan Socialist Tradition – Balkan Socialism and the Balkan Federation, 1871-1915 », in *Revolutionary History*, vol. 8, n° 3, 2003. Traduction française : © Georges Festa – 01.2011.

## Social-démocratie et luttes nationales en Turquie

### I. La situation de la Turquie

Dans la presse du parti, nous rencontrons trop souvent la tentative de représenter les événements de Turquie comme un pur produit du jeu des intrigues diplomatiques, en particulier du côté russe <sup>1</sup>. Un temps, l'on trouvait même des voix dans la presse, soutenant que les atrocités turques n'étaient qu'invention, que les bachi-bouzouks étaient en fait des parangons de christianisme et que les révoltes des Arméniens étaient l'œuvre d'agents à la solde de la Russie.

Le plus frappant dans cette position, c'est le fait qu'elle n'est en aucune manière fondamentalement différente du point de vue bourgeois. Dans les deux cas, nous observons la réduction de grands phénomènes sociaux à divers « agents », autrement dit, aux agissements délibérés des services diplomatiques. De la part des politiciens bourgeois, de tels points de vue ne sont, naturellement, pas pour surprendre : en fait, ces derniers *font* l'histoire dans cette sphère, d'où le fait que le fil le plus ténu d'une intrigue diplomatique est d'une grande importance pratique pour la position qu'ils adoptent au regard d'intérêts à court terme. Or, pour la social-démocratie qui, pour l'heure, *élucide* simplement les événements dans la sphère internationale et qui se préoccupe par-dessus tout de faire remonter les phénomènes de la vie publique à des causes matérielles sous-jacentes, cette même politique apparaît totalement futile. Au contraire, en politique extérieure comme en politique intérieure, la social-démocratie peut adopter sa propre position qui, dans ces deux domaines, doit être déterminée par les mêmes points de vue, à savoir par les conditions sociales internes du phénomène concerné et par nos principes généraux <sup>2</sup>.

Quelles sont donc ces conditions au regard des luttes nationales en Turquie, qui nous occupent ici ? Il y a peu, dans une partie de la presse, la Turquie était encore dépeinte comme un paradis dans lequel « les différentes nationalités ont coexisté pacifiquement durant des centaines d'années », « jouissent de l'autonomie la plus totale » et où seule l'interférence de la diplomatie européenne a créé artificiellement le mécontentement, en persuadant les heureux peuples de la Turquie qu'ils sont opprimés, tout en empêchant un agneau innocent de sultan de mener ses « réformes plusieurs fois octroyées ».

Ces affirmations se basent sur une très grande ignorance des conditions.

Jusqu'au début du siècle présent, la Turquie était un pays avec une économie de troc, dans laquelle chaque nationalité, chaque province et chaque communauté vivait son existence à part, supportait patiemment les souffrances auxquelles elle était accoutumée et formait la base véritable d'un despotisme oriental. Ces conditions, pour oppressives qu'elles puissent être, se distinguaient néanmoins par une grande stabilité et auraient pu donc survivre longtemps sans susciter de révolte de la part des populations soumises. Depuis le début du siècle présent, tout cela a considérablement changé. Secouée par des conflits avec les États d'Europe, forts et centralisés, mais menacée en particulier par la Russie, la Turquie s'est retrouvée contrainte d'introduire des réformes intérieures, nécessité qui trouva son premier représentant en la personne de Mahmoud II [sultan de 1808 à 1839]. Les réformes abolirent le gouvernement féodal, introduisant à sa place une bureaucratie centralisée, une armée permanente et un nouveau système financier. Ces réformes modernes, comme toujours, impliquèrent des coûts énormes et, traduites dans la langue des intérêts matériels de la population, aboutirent à un accroissement colossal des impôts publics.

<sup>1</sup> Dans les années 1890, en particulier en Arménie, en Crète et en Macédoine, des révoltes éclatèrent sans cesse contre la domination étrangère de la Turquie ; elles furent cruellement écrasées.

<sup>2</sup> L'on dit à présent, d'un autre côté, que le sultan est à critiquer en tout. Ainsi la « victime » devient-elle le « bouc émissaire ». À travers les arguments qui suivent, les lecteurs se convaincront que cela n'a rien à voir avec la *personne*, mais avec les *conditions*. [Note de l'éditeur in *Sächsische Arbeiter-Zeitung*]

Des taxes indirectes élevées, collectées sur chaque tête de bétail et chaque meule de paille, des droits de douanes, des droits de timbre et des impôts sur les alcools, une dîme gouvernementale, périodiquement augmentée, frappant chaque quartier, et enfin un impôt direct sur le revenu, qui s'élevait à 30 % dans les villes et à 40 % dans les campagnes, accompagné d'une taxe d'exemption du service militaire pour les chrétiens, et enfin d'autres contributions obligatoires – voilà ce que le peuple dut payer pour les dépenses de l'État réformé. Or c'est seulement le système particulier de gouvernement existant en Turquie qui donne une véritable idée des fardeaux qui sont supportés. Par un étrange mélange de principes modernes et médiévaux, ce système se compose d'une myriade d'autorités administratives, de tribunaux et d'assemblées, liés à la capitale d'une manière extrêmement centralisée dans leur fonctionnement ; or, parallèlement, toutes les fonctions publiques sont *de facto* vénales et ne sont pas rétribuées par le gouvernement central, mais principalement financées par les revenus provenant de la population locale – une sorte de bénéfice bureaucratique. Ainsi le pacha peut-il voler sa province à son aise, tant qu'il envoie une somme d'argent, aussi généreuse que possible, à Istanbul ; ainsi le *cadi* (juge) se trouve-t-il, en vertu de sa charge, financé au moyen d'exactions, puisqu'il doit lui-même payer un tribut annuel à Constantinople pour sa fonction. Le plus important, néanmoins, est le système d'imposition qui, se trouvant aux mains d'un *mülterim*, un fermier des impôts, en comparaison duquel l'intendant général de la France d'Ancien Régime ressemble au Bon Samaritain, se traduit par une absence complète de système et de règles et un arbitraire sans bornes. Et finalement, entre les mains de la bureaucratie, les contributions obligatoires se révèlent être des moyens d'extorsion et d'exploitation effrénées du peuple.

Naturellement, un système de gouvernement constitué de cette manière diffère fondamentalement du modèle européen. Alors que chez nous le gouvernement central spolie le peuple et soutient ainsi son administration, là-bas, à l'inverse, l'administration prend l'initiative de spolier le peuple, finançant ainsi le gouvernement central. En conséquence, en Turquie, l'administration apparaît comme une classe particulière, nombreuse, de la population, qui représente directement par elle-même un facteur économique et dont l'existence est financée par le pillage professionnel du peuple.

En même temps, et en liaison avec les réformes, il en résulta un changement dans les conditions de propriété foncière des paysans chrétiens, à nouveau à leur grand désavantage, dans leurs rapports avec le propriétaire turc. Ce dernier, généralement un ancien seigneur féodal, pouvait rendre sa charge héréditaire, comme dans le modèle chrétien. Lorsque la *spahiluk* (tenure féodale) fut abolie par la réforme, et que les dîmes jusque-là versées aux spahis furent redirigées vers le ministère des Finances, le possédant chercha à s'affirmer en tant que propriétaire d'un bien foncier ; résultat, un nouvel impôt pour les paysans – redevance foncière – apparut aux côtés des anciennes dîmes, s'élevant régulièrement à un tiers des bénéfices nets après déduction de la dîme. Pour le paysan chrétien, il n'y avait d'autre salut, parmi toutes ces merveilles, que de céder un petit lot de terre *per oblationem* (par délégation) à l'Église musulmane, puis de le récupérer en tant que bail, sur lequel un loyer était dû, mais qui, du moins, était exempté d'impôts. Si bien qu'à la fin des années 1870, les biens de mainmorte en Turquie représentaient plus de la moitié de l'ensemble des propriétés terriennes cultivées.

Les réformes s'accompagnèrent ainsi d'une grave détérioration dans les conditions matérielles du peuple. Or ce qui les rendit particulièrement insupportables, ce fut une caractéristique très moderne, ayant partie liée avec cette situation – à savoir, *l'insécurité* : le système fiscal inégal, les relations fluctuantes de la propriété terrienne, mais par-dessus tout *l'économie monétaire* comme résultat de la transformation d'un impôt en nature vers un impôt en argent et le développement du commerce avec l'étranger.

Les anciennes conditions se détériorèrent et leur stabilité disparut à jamais.

## II. La désintégration

Le moment dans l'histoire de la Turquie, que nous avons abordé dans notre précédent article, rappelle, dans un certain sens, la Russie. Mais, alors que là les réformes après la guerre de Crimée<sup>3</sup> entraînèrent parallèlement le développement rapide du capitalisme et jetèrent les bases matérielles pour des innovations administratives et financières, ainsi que pour le développement ultérieur du militarisme, en Turquie une

---

<sup>3</sup> La défaite de la Russie lors de la guerre de Crimée (1853-56) exacerba la situation politique interne au point que la classe dirigeante, entre les années 1861 et 1870, dut introduire toute une série de réformes politiques qui, bien qu'incomplètes et contaminées par des relents de féodalité, encouragèrent cependant le développement capitaliste en Russie. Les réformes les plus importantes concernèrent l'abolition du servage en 1861, la formation d'instances d'autogestion rurales et urbaines en 1864, des changements dans l'administration de l'enseignement public en 1863 et dans la justice en 1864, ainsi que dans la censure en 1865.

transformation économique correspondant aux réformes modernes fut totalement absente. Toutes les tentatives pour créer une industrie nationale dans ce pays ont échoué. Les nouvelles usines fondées par le gouvernement produisent des marchandises de piètre qualité et onéreuses. L'absence des plus élémentaires conditions préalables à un ordre bourgeois – sécurité des personnes et des biens, au moins une égalité formelle devant la loi, un droit civil séparé du droit religieux, des moyens modernes de communication, etc. – rendent totalement impossible l'apparence de formes capitalistes de production. La politique commerciale des États européens à l'égard de la Turquie opère dans la même direction, exploitant son impuissance politique afin de s'assurer un marché non protégé pour leurs propres industries. Encore maintenant, parallèlement au négoce, l'usure reste l'unique manifestation de capital intérieur. Économiquement, la Turquie se retrouve donc avec l'agriculture paysanne la plus primitive, dans laquelle, dans de nombreux cas, les relations foncières n'ont pas encore quitté leur caractère semi-féodal.

Il est clair qu'une base matérielle pour une économie monétaire constituée de la sorte ne s'est pas accrue en parallèle avec les formes de gouvernement et de taxation financière qui lui sont associées, qu'elle a été écrasée par ce dernier et, ne pouvant se développer, s'est dirigée vers un processus de désintégration.

La désintégration de la Turquie devint évidente à deux extrêmes en même temps. D'une part, un déficit permanent se produisit dans l'économie paysanne. Déficit qui acquit une expression tangible à travers *l'usurier*, devenu un élément organique de la communauté villageoise et manifestant, tel un abcès, la suppuration interne des conditions. Des taux d'intérêt mensuels à 3 % étaient un phénomène courant dans les villages turcs, et l'épilogue ordinaire du drame silencieux du village était la prolétarianisation du paysan, en l'absence de formes de production accessibles dans le pays qui lui eussent permis d'être absorbé au sein d'une classe ouvrière moderne, avec pour résultat de sombrer trop souvent dans le sous-prolétariat. Phénomènes liés en outre au déclin de l'agriculture, aux famines dévastatrices et à la fièvre aphteuse.

D'autre part, un déficit dans la trésorerie de l'État. À partir de 1854, la Turquie contracta des prêts sans limites envers l'étranger. Les usuriers de Londres et Paris opéraient dans la capitale, tout comme leurs homologues arméniens et grecs dans les villages. Gouverner devint encore plus malaisé, tandis que les administrés se montraient de plus en plus mécontents. Banqueroute dans la capitale et banqueroute dans les villages ; révolutions de palais à Constantinople et révoltes populaires dans les provinces – tels furent les ultimes résultats du déclin intérieur. Impossible de trouver une issue à cette situation. Le seul remède n'aurait pu être qu'une transformation totale de la vie économique et sociale, via une transition vers des formes capitalistes de production. Mais il n'existait alors et il n'existe toujours pas de base pour une transformation de ce genre ou de classe sociale pouvant surgir pour la représenter. Les « réformes plusieurs fois octroyées » du sultan ne pouvaient évidemment parer aux difficultés, puisqu'elles n'étaient nécessairement rien d'autre que de nouvelles innovations juridiques, laissant inchangée la vie sociale et économique et restant souvent de papier, puisque s'opposant aux intérêts dominants de l'administration.

La Turquie ne peut se régénérer *en bloc*. Depuis le début, elle se compose de plusieurs territoires différents. La stabilité du mode de vie, le caractère indépendant des provinces et des nationalités ont disparu. Or aucun intérêt matériel, aucun développement commun n'a été créé, qui puissent leur conférer une unité interne. Au contraire, les pressions et la misère, nées de leur appartenance conjointe à l'État turc, se sont même accrues. Si bien que les diverses nationalités ont manifesté une tendance naturelle à fuir cet ensemble, cherchant instinctivement le moyen d'accéder à un plus grand développement social dans le cadre d'une existence autonome. Et c'est ainsi qu'une sentence historique fut prononcée à l'endroit de la Turquie : un État près de la ruine.

Même si tous les sujets du gouvernement ottoman ont fini par faire l'expérience du délabrement d'une institution étatique décrépite, et que les différents peuples musulmans – les Druzes, les Nazaréens, les Kurdes et les Arabes – se sont aussi révoltés contre le joug turc, la tendance séparatiste a surtout gagné les territoires chrétiens. Là, le conflit d'intérêts matériels coïncide souvent avec les frontières nationales.

Le chrétien voit son droit nié, sa parole est sans valeur face à celle d'un musulman, il ne peut porter des armes et, selon l'usage, il ne peut occuper la moindre charge publique. Mais, plus important encore, en tant que paysan il occupe souvent la terre d'un propriétaire musulman et se voit pressuré par les autorités musulmanes. À la base, se manifeste donc fréquemment une *lutte des classes* – une lutte des petits paysans et métayers avec la classe des propriétaires fonciers et des autorités, comme par exemple en Bosnie et en Herzégovine, où les conditions rappellent tout à fait celles de l'Irlande. Aussi l'opposition engendrée par les pressions économiques et juridiques trouva-t-elle ici une idéologie toute prête lors des conflits

nationaux et religieux. L'incorporation d'éléments religieux leur conféra logiquement un caractère particulièrement cruel et sauvage. Tous les éléments étaient donc présents pour créer une lutte à mort des nations chrétiennes contre la Turquie, celle des Grecs, des Bosno-Herzégoviniens, des Serbes et des Bulgares. Et maintenant, à leur suite, les Arméniens.

Face aux conditions sociales que nous avons brièvement esquissées plus haut, les affirmations selon lesquelles les révoltes et les luttes nationales en Turquie ont été artificiellement suscitées par des agents du gouvernement russe n'apparaissent guère plus sérieuses que celles de la bourgeoisie, selon lesquelles le mouvement moderne des travailleurs est entièrement l'œuvre de quelques agitateurs socio-démocrates. Reconnaissons que la désagrégation de la Turquie ne progresse pas uniquement d'elle-même. Reconnaissons que les tendres mains des cosaques russes ont rendu des services de sage-femme pour la naissance de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie, et que le rouble russe est le régisseur permanent du drame historique qui se joue en Mer Noire. Or ici la diplomatie ne fait rien d'autre que jeter une brindille en feu dans du matériel inflammable, dont des montagnes ont été accumulées durant des siècles d'injustice et d'exploitation.

Nous avons affaire en l'espèce à un processus historique, lequel se développe avec l'inéluctabilité d'une loi naturelle. L'impossibilité d'une continuation de formes économiques archaïques en Turquie face au système fiscal et à l'économie monétaire, et l'impossibilité pour l'économie monétaire de se développer vers le capitalisme : telle est la clé pour comprendre les événements dans la péninsule balkanique. La base de l'existence du despotisme turc est sapée. Or la base de son développement vers un État moderne n'est pas créée. Il doit donc disparaître, non comme forme de gouvernement, mais comme État ; non par la lutte des classes, mais par la lutte des nationalités. Et ce qui est en train de se créer ici ce n'est pas une Turquie régénérée, mais toute une série de nouveaux États, sculptés à partir des restes de la Turquie.

Telle est la situation. Venons-en maintenant à la position que la social-démocratie doit prendre en liaison avec les événements de Turquie.

### **III. Le point de vue de la social-démocratie**

Quelle peut donc être la position de la social-démocratie au regard des événements en Turquie ? Par principe, la social-démocratie se tient toujours du côté des aspirations à la liberté. Les nations chrétiennes, dans ce cas les Arméniens, veulent se libérer du joug de la Turquie et la social-démocratie doit se déclarer sans réserves en faveur de leur cause.

Naturellement, en politique étrangère – tout comme dans les questions intérieures – nous ne devons pas voir les choses trop schématiquement. La lutte nationale n'est pas toujours la forme appropriée à la lutte pour la liberté. Par exemple, la question nationale revêt une forme différente en Pologne, en Alsace-Lorraine ou en Bohême. Dans tous ces cas, nous rencontrons un processus d'assimilation capitaliste de territoires annexés s'opposant directement à ceux dominés, lequel condamne les efforts séparatistes à l'impuissance, et il est dans les intérêts du mouvement de la classe ouvrière de plaider pour l'unité des forces, et non leur fragmentation en luttes nationales. Mais, concernant les révoltes en Turquie, la situation est différente : les territoires chrétiens ne sont liés à la Turquie que par la force, ils ne possèdent aucun mouvement de la classe ouvrière, ils déclinent en vertu d'un développement social naturel, ou plutôt d'une désagrégation, et par conséquent les aspirations à la liberté ne peuvent s'y faire entendre qu'au travers d'une lutte nationale ; c'est pourquoi notre esprit de parti ne peut et ne doit admettre le moindre doute. Nous n'avons pas pour tâche de formuler des exigences pratiques pour les Arméniens, ni de déterminer la forme politique à laquelle il conviendrait d'aspirer là-bas ; pour cela, les propres aspirations de l'Arménie devraient être prises en considération, ainsi que ses conditions internes et le contexte international. Pour nous, la question dans cette situation est par-dessus tout le point de vue général, ce qui exige de nous d'être *en faveur* des insurgés et non *contre* eux.

Mais quelle est la situation au regard des *intérêts pratiques* de la social-démocratie ? Ne tombons-nous pas dans une contradiction avec ces derniers, en prenant position au nom des principes rappelés plus haut ? Nous pensons pouvoir prouver exactement le contraire en trois points.

*Premièrement*, la libération des territoires chrétiens de la Turquie signifie un progrès dans la vie politique internationale. L'existence d'une position artificielle comme celle de la Turquie actuelle, où convergent tant d'intérêts du monde capitaliste, a un effet contraignant et retardateur sur le progrès politique général. La Question d'Orient, avec celle de l'Alsace-Lorraine, oblige les puissances européennes à préférer poursuivre

une politique faite de stratagèmes et de duperie, dissimuler leurs véritables intérêts sous des noms trompeurs, et tenter de les atteindre par subterfuge. Avec la libération des nations chrétiennes d'avec la Turquie, la politique bourgeoise sera dépouillée d'un de ses derniers oripeaux idéalistes – la « protection des chrétiens » – et sera réduite à son véritable contenu, l'intérêt pur et dur via le pillage. Cela est aussi bénéfique pour notre cause que la réduction de toutes sortes de programmes « libéraux » et « éclairés » des partis bourgeois, qui sont purement et simplement des questions d'argent.

*Deuxièmement*, il s'ensuit des articles précédents que la séparation des territoires chrétiens d'avec la Turquie est un phénomène progressiste, un acte de développement social, car cette séparation est la seule façon par laquelle les territoires turcs peuvent parvenir à des formes plus élevées de vie sociale. Aussi longtemps qu'un territoire demeure sous la férule turque, il ne peut être question de développement capitaliste moderne. Séparé de la Turquie, il acquiert une forme européenne d'État et des institutions bourgeoises, et se retrouve graduellement entraîné dans le courant général du développement capitaliste. Ainsi la Grèce et la Roumanie ont-elles fait des progrès étonnants, depuis leur séparation d'avec la Turquie. Il est vrai que tous les États nouvellement émergents sont des États mineurs ; néanmoins, il serait erroné de percevoir leur création comme un processus de fragmentation politique. Car la Turquie elle-même n'est pas une grande puissance, au sens moderne du terme. Or dans les pays connaissant un développement bourgeois, le terrain est aussi progressivement préparé pour un mouvement moderne de la classe ouvrière – pour la social-démocratie –, comme, par exemple, c'est déjà le cas en Roumanie et, dans une certaine mesure aussi, en Bulgarie<sup>4</sup>. Ainsi, notre intérêt international majeur est-il satisfait, autrement dit, le fait qu'aussi loin que possible, le mouvement socialiste prenne pied dans tous les pays.

*Troisièmement*, et enfin, le processus de désagrégation de la Turquie est étroitement lié à la question de l'influence de la Russie en Europe, et c'est là le cœur de l'affaire. Lorsque même notre presse, de temps à autre, se range aux côtés de la Turquie, cela ne procède aucunement d'une quelconque cruauté innée ou de quelque préférence pour les partisans de la polygamie. Bien évidemment, la base est une opposition centrale aux appétits de l'absolutisme russe, qui cherche à s'ouvrir une voie vers la domination du monde par-dessus le cadavre de la Turquie et veut utiliser ses nations chrétiennes comme un moyen de parvenir à Constantinople. Or, selon nous, ce désir louable s'applique à mauvais escient, et les mesures contre la Russie sont recherchées dans la direction presque opposée à celle où elles se trouvent réellement.

Une précédente expérience a déjà montré que dans sa politique à l'égard de la péninsule balkanique, la Russie aboutit ordinairement à l'exact opposé de ce que pour quoi elle luttait. Les peuples libérés du joug turc ont souvent payé la bienveillance de la Russie d'une « vile ingratitude », autrement dit, ils ont carrément rejeté un échange du joug russe contre celui de la Turquie. Aussi inattendu que cela ait pu être pour les diplomates russes, ce comportement des États balkaniques n'a rien de surprenant. Entre eux et la Russie existe un conflit naturel d'intérêts, le même conflit qui existe entre l'agneau et le loup, le chasseur et sa proie. La dépendance vis-à-vis de la Turquie est le voile qui dissimule ce conflit d'intérêt, permettant même d'apparaître superficiellement et temporairement comme une communauté d'intérêt. Les masses ne s'engagent pas dans des réflexions complexes et lointaines. Comme les révoltes nationales en Turquie sont assurément des mouvements de masse, elles acceptent la meilleure méthode qui correspond à leurs intérêts immédiats, même si cette méthode est l'abjecte diplomatie de la Russie. Mais, dès que les chaînes entre les territoires chrétiens et la Turquie ont été brisées, la diplomatie russe montre elle aussi son véritable visage, d'une véritable bassesse, et d'instinct les territoires libérés se retournent immédiatement contre la Russie. Si les nations soumises par la Turquie sont alliées de la Russie, les nations libérées de la Turquie deviennent autant d'ennemis naturels de la Russie. La politique actuelle de la Bulgarie envers la Russie résulte dans une grande mesure de sa *semi-liberté*, de la chaîne qui la lie encore à la Turquie.

Or un autre résultat produit dans ce processus est encore plus important. La libération des territoires chrétiens d'avec la Turquie est considérée à la base comme s'apparentant à une « libération » de la Turquie d'avec ses sujets chrétiens. Ce sont précisément ces derniers qui servent de prétexte à la diplomatie européenne pour intervenir en Turquie, et qui les confient sans conditions à la partie russe. En outre, ce sont eux qui, lors de guerres, rendent la Turquie incapable de résister. Les chrétiens ne servent pas dans les

---

<sup>4</sup> Les socialistes arméniens sont donc, selon nous, sur la mauvaise voie, lorsqu'ils pensent – comme dans *Die Neue Zeit*, vol 14, n° 42 – qu'ils doivent justifier leurs aspirations séparatistes par un ostensible développement capitaliste en Arménie. Au contraire, la séparation d'avec la Turquie n'est ici que la *condition préalable* à la naissance du capitalisme. Et naturellement, le capitalisme lui-même est une condition préalable au mouvement socialiste. Selon nous, donc, les camarades arméniens doivent – pour paraphraser Lassalle – pour l'heure se préoccuper d'une condition préalable à la condition préalable du socialisme – une sorte de condition préalable au carré. [Note de Rosa Luxemburg]

forces armées turques, mais sont toujours prêts à se soulever contre elles. Ainsi, pour la Turquie, une guerre étrangère signifie toujours une seconde guerre intérieure, partant une dispersion de ses forces militaires et une paralysie de ses mouvements. Affranchie de ce fardeau chrétien, la Turquie adopterait sans nul doute une position plus libre dans la politique internationale et son territoire étatique correspondrait davantage avec ses forces défensives ; mais, par-dessus tout, elle se débarrasserait de l'ennemi intérieur, l'allié naturel de tout agresseur externe. En résumé, renoncer à gouverner les chrétiens rendrait le gouvernement ottoman davantage capable de résistance, surtout par rapport à la Russie. Ce qui explique pourquoi la Russie aujourd'hui est *en faveur de l'intégrité* de la Turquie. Il est maintenant dans son intérêt que la Turquie reste en possession du bacille qui causera sa désorganisation – les nations chrétiennes – et donc que ces dernières demeurent sous le joug de la Turquie et dépendent de la Russie, jusqu'à ce qu'un moment favorable se présente pour elle de mettre en œuvre ses plans concernant Constantinople. Ceci explique aussi pourquoi nous devons être en faveur de la libération des chrétiens d'avec la Turquie, et non pour l'intégrité de ce pays.

À notre avis, nous devrions chercher le remède contre l'avancée de l'attitude russe dans les résultats mentionnés plus haut du processus de désintégration de la Turquie, et non dans des conjectures pour savoir « si Salisbury <sup>5</sup> est l'homme de la situation » ou s'il est celui qui montre la porte aux Russes « fermée en Turquie ». Et cet aspect de la question est d'une importance extrême. La réaction de la Russie constitue un ennemi beaucoup trop dangereux et sérieux pour que nous nous offrions le luxe d'éluder son poids pesant par des flèches en papier, tout en ignorant parallèlement une arme sérieuse que les circonstances nous proposent pour la combattre. *Plaider aujourd'hui l'intégrité de la Turquie signifie en réalité tomber entre les mains de la diplomatie russe.*

Se livrer à de lointaines conjectures politiques en détail est loisible. Mais il est loin d'être impossible que la résistance d'une Turquie libérée et que les territoires balkaniques libérés puissent frustrer l'avancée russe, pour autant que l'absolutisme russe ne dure pas pour voir la solution finale de la question de Constantinople et doive disparaître, au profit des peuples, sans pouvoir participer au règlement de cette question d'une importance universelle.

Nos intérêts pratiques coïncident ainsi totalement avec notre position de principe. Aussi recommandons-nous que les propositions suivantes soient adoptées pour la position présente de la social-démocratie sur la Question d'Orient.

Nous devons accepter le processus de désintégration de la Turquie comme un fait permanent, et ne pas avoir en tête le fait qu'il puisse ou doive être stoppé.

Nous devrions témoigner notre sympathie la plus entière aux aspirations à l'autonomie des nations chrétiennes.

Nous devrions par-dessus tout accueillir ces aspirations comme des moyens de combattre la Russie tsariste, et plaider avec insistance leur indépendance à l'égard de la Russie, comme de la Turquie.

Ce n'est pas un hasard si, dans les questions abordées ici, des considérations pratiques ont conduit aux mêmes conclusions que nos principes généraux. Car les objectifs et les principes de la social-démocratie dérivent du véritable développement social et se fondent sur lui ; ainsi, dans les processus historiques, il doit, dans une large mesure, apparaître que les événements apportent finalement de l'eau au moulin social-démocrate et que nous pouvons nous occuper de nos intérêts immédiats du mieux possible, tout en conservant une position de principe. Un regard plus approfondi sur les événements, rend donc toujours superflu à nos yeux le fait que des diplomates interviennent dans les causes des grands mouvements populaires et de chercher les moyens de combattre ces mêmes diplomates par d'autres diplomates. Ce qui n'est qu'une politique de café du commerce.

---

<sup>5</sup> Robert Cecil, troisième marquis de Salisbury (1830-1903), fut à trois reprises Premier ministre de Grande-Bretagne et quatre fois Secrétaire du Foreign Office entre 1878 et 1902.